



Union interparlementaire  
Pour la démocratie. Pour tous.



**ESCAP**  
Economic and Social Commission  
for Asia and the Pacific



**UNECE**

## Renforcer le rôle des parlements dans l'accélération de la réalisation des ODD : faire avancer la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies

Lundi, 19 juin 2023

10 h-11 h 45 (HAEC, heure de Genève)

Organisé conjointement par l'Union interparlementaire (UIP), la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE) et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP).

### PROGRAMME

10 h	<b>Séance d'ouverture</b> <i>Modérateur : M. Dmitry Mariyasin, Secrétaire exécutif adjoint de la CEE</i>
10 h 05	<b>Allocutions liminaires des co-organisateur</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- <i>M. Martin Chungong, Secrétaire général, UIP</i></li><li>- <i>Mme Armida Salsiah Alisjahbana, Secrétaire générale adjointe de l'ONU et Secrétaire exécutive de la CESAP</i></li><li>- <i>Mme Olga Algayerova, Secrétaire exécutive de la CEE</i></li></ul>
<b>Gros plan sur la première résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le rôle des parlements dans les ODD</b>	
10 h 15	<b>Allocution d'ouverture</b> Le discours d'ouverture posera le cadre des discussions en présentant la résolution 77/159 récemment adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, intitulée <i>Renforcer le rôle des parlements dans l'accélération de la réalisation des Objectifs de développement durable</i> . <i>Mme Tanzila Narbaeva, Présidente du Sénat, Ouzbékistan</i>
<b>Accélérer la mise en œuvre des ODD en mettant en pratique la résolution 77/159 de l'Assemblée générale des Nations Unies - mettre l'accent sur l'ODD 7 ("Énergie propre et d'un coût abordable") et les Objectifs connexes</b>	
10 h 20–11 h	<b>Partie 1 : Plaider en faveur de cadres juridiques nationaux qui soutiennent la mise en œuvre de l'ODD 7 et des Objectifs connexes</b> Afin de promouvoir les discussions sur la manière dont les parlements peuvent faire avancer la résolution susmentionnée et ainsi accélérer la mise en œuvre des ODD, cette première partie se concentrera sur les cadres juridiques nationaux et l'importance de veiller à ce qu'ils

11 h–11 h 30	<p>soient alignés sur les ODD d'une manière cohérente et efficace. Les discussions porteront sur l'ODD 7 ("Énergie propre et d'un coût abordable"), qui est l'un des objectifs qui seront examinés lors du forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2023, et sur les pratiques parlementaires existantes adoptées pour veiller à ce que les lois, politiques et plans d'action nationaux soient alignés sur les ODD et puissent promouvoir leur mise en œuvre effective, sans que personne ne soit laissé de côté.</p> <p><b>Partie 2 : Accroître l'utilisation de données probantes dans les parlements pour contribuer à la mise en œuvre efficace de l'ODD 7 sous tous ses aspects – environnementaux, sociaux et économiques</b></p> <p>Cette partie mettra l'accent sur l'importance pour les parlements d'exercer leur fonction de contrôle de manière cohérente en accédant à des données de haute qualité, opportunes, ventilées et inclusives sur les avancées réalisées dans le cadre de l'ODD 7 et des Objectifs connexes ; en établissant des partenariats avec les instituts de contrôle indépendants compétents ; en tenant davantage de consultations avec les citoyens ; en s'engageant dans le processus d'examen national volontaire et en apportant des contributions pertinentes. Les discussions porteront sur les différentes façons dont les parlements peuvent tirer le meilleur parti de leurs capacités de contrôle concernant la mise en œuvre de l'ODD 7, tout en veillant à ce que personne ne soit laissé de côté.</p> <p><i>Un groupe de quatre orateurs ayant une expérience et des approches diversifiées du travail des parlements participera aux deux volets. La première partie sera consacrée aux cadres juridiques nationaux conformes aux ODD, tandis que la seconde portera sur la nécessité de disposer de données complètes sur les ODD et sur le contrôle parlementaire. Dans l'esprit d'un talk-show, les experts invités feront connaître des informations pertinentes ainsi que des points de vue susceptibles d'éclairer et d'améliorer les travaux des parlements en matière d'ODD. Le public parlementaire sera invité à tenir des échanges avec les experts, à poser des questions, à relater des expériences personnelles et à faire part de ses réflexions. Afin d'encourager une participation active et de créer de nouvelles opportunités d'échange d'idées, les participants seront invités à répondre à des sondages en ligne pendant les discussions.</i></p> <p><i>Orateurs :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>M. Dario Liguti, Directeur de la Division de l'énergie durable de la CEE</i></li> <li>- <i>Mme Kimberly Roseberry, Responsable des affaires économiques de la Division de l'énergie de la CESAP</i></li> <li>- <i>Mme Maria Mousmouti, chercheure associée, Sir William Dale Centre for Legislative Studies, Institut d'études juridiques avancées (Université de Londres)</i></li> <li>- <i>Parlementaire</i></li> </ul>
11 h 30	<p>Bref résumé des principaux points à retenir</p> <p>Les participants recevront également des informations pratiques (événements futurs, nouvelles publications, etc.) et des liens vers des ressources pertinentes.</p>
11 h 35	Enquête d'évaluation
11 h 45	Clôture